

DÉLIBÉRATION n° **2026-049** de la séance du **25/09/2026**

**OBJET : Adaptation du régime indemnitaire des agents
du Centre de Gestion (RIFSEEP)**

L'an deux mille vingt-six, le vendredi vingt-cinq septembre à dix heures, le Conseil d'administration du Centre de Gestion de la fonction publique territoriale de Loire-Atlantique s'est réuni à Nantes, sous la présidence de Mme Karine PAVIZA, Présidente.

Nombre de membres en exercice de l'Assemblée : 34. Le quorum est de 17.
Nombre de présents : 18 Nombre de voix : 5

SONT PRÉSENTS :

MM. et Mmes Karine PAVIZA, Dorothée PACAUD, Marie-Irène BOUIN, Simone BURON, Gwenaël CRAHES, Philippe JOUNY, Frédéric MILLET, Maurice PERRION, Claudine SACHOT, Jérôme SQUELARD, Nicolas CRIAUD, Isabelle DUFOURD BOUCHET, Hubert TREGOU, François OILLIC, Bernard LEBEAU, Anne-Sophie GSTACH-MORAND, Pascal MARTIN, Pascal EVIN,

SONT EXCUSÉS ET ONT DONNÉ POUVOIR :

M. Emmanuel TERRIEN a donné pouvoir à M. Nicolas CRIAUD,
Mme Martine LEJEUNE a donné pouvoir à Mme Claudine SACHOT,
Mme Véronique DUBETTIÉ GRENIER a donné pouvoir à Mme Dorothée PACAUD,
Mme Nadège ATINAULT a donné pouvoir à Mme Karine PAVIZA,
M. Bernard COUDRIAU a donné pouvoir à Mme Marie-Irène BOUIN.

SONT EXCUSÉS :

Mmes et MM. Jean-Guy CORNU, Catherine GARCIA-SENOTIER, Patrick GROLIÉ, Nadège PLACE, Norbert SAMAMA, Olivier CHATEAU, Anthony BERTHELOT, Cécile BIR, Laurent DEJOIE, Lydie MAHE, Rodolphe AMAILLAND.

ASSISTAIENT ÉGALEMENT À LA RÉUNION :

Pour la Direction des finances publiques :

Mme Stéphanie JAFFRENNOU, comptable assignataire.

Pour le Centre de gestion :

Mme Hélène GUILLET, directrice générale des services,
M. Alexandre ROTUREAU, directeur délégué Attractivité de l'Emploi et Transition des Organisations,
Mme Juliette BOYÉ, directrice déléguée Prospective et Performance,
Mme Sonia BOUCETTA, directrice déléguée Qualité de Vie et Conditions de Travail,
Mme Isabelle CONTREMOULIN, directrice déléguée Développement Territorial et Relations aux Publics,
Mme Florence HERBERT, directrice déléguée Expertise et Pilotage RH,
M. Laurent TURQUOIS, directeur délégué Innovations Sociales,
Mme Ghislaine LAUNAY, cheffe de service Secrétariat Général.

À l'unanimité, M. Philippe JOUNY a été désigné secrétaire de séance.

Adaptation du régime indemnitaire des agents du Centre de Gestion (RIFSEEP)

EXPOSÉ

Par délibération du 19 mars 2024 (modifiée par la délibération du 9 juillet 2024 et la délibération du 18 juin 2025), le Conseil d'administration a fixé le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) applicable aux agents du Centre de Gestion de la fonction publique territoriale de Loire-Atlantique en organisant l'attribution de ce régime indemnitaire en groupes de fonctions, avec des catégories cible pour chacun de ces groupes.

La réforme des emplois administratifs supérieurs (1) et la nécessité d'assouplir certaines catégories cible pour mieux prendre en compte la réalité du marché de l'emploi (2) nécessitent une adaptation.

1 – Réforme des emplois administratifs supérieurs

La transposition à la fonction publique territoriale de la réforme de l'Etat concernant la Haute Fonction Publique est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2026 par la parution des décrets du 10 juin 2026 et d'un arrêté ministériel de classement des emplois supérieurs de direction en date du 3 juillet 2026.

Cette réforme apporte des changements notables :

- Elle modifie le statut du cadre d'emplois des administrateurs territoriaux
- Elle transforme les règles applicables aux emplois supérieurs de direction dans les collectivités et établissements publics de plus de 40 000 habitants
- Elle crée un nouveau régime indemnitaire pour ces emplois par équivalence avec celui des emplois supérieurs de l'État.

Ainsi, tous les emplois de direction au-dessus de 40 000 habitants sont désormais répartis en quatre niveaux par équivalence avec les emplois supérieurs de l'Etat, impliquant de nouveaux plafonds indemnitaires calqués sur ceux de l'Etat pour chaque niveau ainsi que la suppression de la NBI et de la prime de responsabilité.

Le Centre de Gestion a donc nécessité de délibérer pour procéder, dans ses propres groupes de fonction du RIFSEEP, au classement des emplois relevant de ces nouvelles dispositions et pour prendre en compte les plafonds associés à ce classement.

Ainsi, pour le Centre de Gestion de Loire-Atlantique, l'emploi de DGS est classé en niveau 3, les emplois de DGA en niveau 4.

2 – Ajustement des catégories cible

Au regard du marché de l'emploi, il convient d'ajuster les catégories cible pouvant accéder à certains groupes de fonctions

- sous-groupe 2.2 étendu à la catégorie B
- sous-groupe 3.2 étendu à la catégorie C.

Ces deux points doivent donc être traduits dans le tableau de référence des groupes de fonction, tel qu'il est joint en annexe de la présente délibération, abrogeant les précédents tableaux.

DÉLIBÉRÉ

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code Général de la Fonction Publique, notamment ses articles L. 712-1, L. 714-1, et L. 714-4 à L. 714-13 ;

VU le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 modifié pris pour l'application du premier alinéa de l'article 88 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 ;

VU le décret n° 2026-483 du 10 juin 2026 modifiant le statut particulier du cadre d'emplois des administrateurs territoriaux ;

VU le décret n° 2026-484 du 10 juin 2026 portant dispositions statutaires applicables aux emplois fonctionnels administratifs de direction des collectivités territoriales et des établissements publics locaux assimilés ;

VU le décret n° 2026-485 du 10 juin 2026 modifiant l'échelonnement indiciaire des administrateurs territoriaux ;

VU le décret n° 2026-486 et 487 du 10 juin 2026 relatif au régime indemnitaire des agents nommés ou recrutés dans certains emplois administratifs supérieurs de la fonction publique territoriale ;

VU l'arrêté du 23 novembre 2022 portant application au corps des administrateurs de l'État des dispositions du décret n° 2014-513 ;

VU l'arrêté ministériel du 3 juillet 2026 relatif à la répartition par niveaux des emplois administratifs supérieurs de la fonction publique territoriale ;

VU la délibération du Centre de Gestion n° 2024-002 du 19 mars 2024 relative au RIFSEEP ;

VU la délibération du Centre de Gestion n°2024-025 du 9 juillet 2024 modifiant la délibération sus citée du 19 mars 2024 ;

VU la délibération du Centre de Gestion n°2025-023 du 18 juin 2025 modifiant la délibération sus citée du 19 mars 2024 ;

VU l'avis favorable du Comité Social Territorial en date du 16 septembre 2026 ;

Le Conseil d'administration du Centre de gestion de la fonction publique territoriale de Loire-Atlantique, après en avoir délibéré à l'unanimité par 23 voix pour :

- **prend acte** des dispositions nouvelles applicables telles que sus mentionnées dans l'exposé de la présente délibération ;
- **dit que** le tableau groupes de fonctions / planchers et plafonds d'IFSE qui s'applique à compter du 1^{er} octobre 2026 est celui joint en annexe, qui se substitue au précédent.

Pour extrait conforme,
La Présidente,



Karine PAVIZA

RIFSEEP – Agents du Centre de Gestion de Loire-Atlantique
Groupes et sous-groupes de fonction – montants planchers et plafonds d’IFSE
Modification en conseil d’administration du 25 septembre 2026
Applicable à compter du 1^{er} octobre 2026

GROUPES FONCTIONS	SOUS GROUPES FONCTIONS	Catégories	Cadres d'emplois	Montants	Montants	Montants plafonds	Montants plafonds bruts annuels réglementaires
				planchers bruts mensuels par groupe et sous-groupe de fonctions	planchers bruts annuels par groupe et sous-groupe de fonction	annuels par groupe et sous-groupe de fonction (*)	
Groupe 1	Stratégie, impulsion des politiques publiques et des stratégies de mise en œuvre	1.1 Direction générale des services : emploi de niveau 3	A+	3 400 €	40 800 €	77 000 €	Application des montants plafonds bruts réglementaires imposés par filière et pour chaque cadre d'emplois
		1.2 Direction générale adjointe emploi de niveau 4 ou direction déléguée	A+	1 500 €	18 000 €	63 000 €	
		1.3 Chargé de mission	A+	1 300 €	15 600 €	51 200 €	
Groupe 2	Traduction opérationnelle des stratégies, élaboration et impulsion des mises en œuvre	2.1 Manager en charge de la traduction opérationnelle des stratégies, de l'impulsion et de la mise en œuvre de politiques publiques	A	1 000 €	12 000 €	43 180 €	Adaptation selon l'évolution de la réglementation sans intervention d'une nouvelle délibération
		2.2 Pilote sectoriel en charge de la mise en œuvre opérationnelle des stratégies, de l'impulsion et de la mise en œuvre de politiques publiques	A	720 €	8 640 €	38 250 €	

GROUPES FONCTIONS		SOUS GROUPES FONCTIONS	Catégories	Cadres d'emplois	Montants planchers bruts mensuels par groupe et sous- groupe de fonctions	Montants planchers bruts annuels par groupe et sous-groupe de fonction	Montants plafonds annuels par groupe et sous- groupe de fonction (*)	Montants plafonds bruts annuels réglementaires
Groupe 3	Pilotage des activités par secteurs d'activités ou de politiques publiques	3.1 Agent en charge de la conception, du pilotage, du développement et de la mise en œuvre d'activités	B	Rédacteurs, Techniciens, Assistants de conservation du patrimoine et des bibliothèques	530 €	6 360 €	19 660 €	
		3.2 Agent en charge d'une contribution à la conception, de la gestion et de la production d'activités	B C	Rédacteurs, Techniciens, Assistants de conservation du patrimoine, Adjoint administratifs, Adjoint de maîtrise, Adjoint techniques, Agents sociaux, Adjoint du patrimoine	450 €	5 400 €	18 580 €	
		4.1 Agent en mission d'appui à la mise en œuvre des activités	C	Adjoint administratifs, agents de maîtrise, Adjoint techniques, agents sociaux, Adjoint du patrimoine	370 €	4 440 €	11 340 €	
Groupe 4	Chargé de la mise en œuvre des activités							